

# CAMERA DEI DEPUTATI Doc. XII-ter N. 6

## ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

I parte della 54<sup>a</sup> Sessione ordinaria  
(Parigi, 3-5 giugno 2008)

Raccomandazione n. 821 <sup>(1)</sup>

Sistemi spaziali per la sicurezza europea: GMES e Galileo <sup>(2)</sup>

*Trasmessa il 30 giugno 2008*

L'ASSEMBLÉE,

(i) Considérant que la sécurité et la défense ne peuvent se concevoir aujourd'hui sans des systèmes spatiaux adéquats et performants;

(ii) Constatant la définition par les différents acteurs européens d'une politique spatiale pour l'Europe qui, pour la première fois, prend une dimension communautaire;

(iii) Rappelant de nouveau l'importance du Conseil européen d'Helsinki pour l'évolution de la politique européenne de sécurité et de défense;

(iv) Soulignant que l'Union européenne dispose déjà d'un atout indispensable pour une politique spatiale souveraine et autonome car elle possède des capacités extrêmement fiables lui garantissant l'accès à l'espace;

(v) Se félicitant que la prise en considération des aspects sécurité et défense de la stratégie spatiale européenne ne néglige pas les effets environnementaux, notamment le changement climatique à l'échelle planétaire, l'augmentation de la pression environnementale et les catastrophes naturelles et d'origine humaine

<sup>(1)</sup> Adoptée par l'Assemblée le 4 juin 2008, au cours de sa 3e séance plénière.

<sup>(2)</sup> Exposé des motifs: voir rapport présenté au nom de la Commission technique et aérospatiale par M. Edward ÓHara, président et rapporteur (Royaume-Uni, Groupe socialiste) et M. Giannicola Sinisi, rapporteur (Italie, Groupe libéral), Document 2004.

qui sont les trois fils conducteurs du programme GMES (Global Monitoring for Environment and Security);

(vi) Estimant que, dans le cadre de ses missions de Petersberg et de la mise en oeuvre de la PESC, il est vital pour l'UE de se doter d'une capacité de surveillance autonome et précise des zones en situation de crise et que ces systèmes de surveillance permettront à l'Union d'accroître l'efficacité de l'aide apportée et de remplir pleinement ses engagements dans le cadre des conventions internationales auxquelles elle a souscrit;

(vii) Considérant que le programme Galileo développé par l'Union européenne et l'Agence spatiale européenne est une occasion unique pour l'Europe d'affirmer sa cohésion politique et stratégique, mais représente une tâche difficile tant par la complexité de ses aspects technologiques que par le caractère fortement novateur du choix que les pays concernés devront opérer dans certains secteurs (juridique, financier, politique, etc.) pour sa réalisation;

(viii) Soulignant que la Résolution du Conseil européen du 22 mai 2007 relative à la politique spatiale européenne remet les aspects sécuritaires de la politique spatiale sur le devant de la scène, notamment dans son chapitre consacré à la sécurité et à la défense, et que cette formulation ouvre de manière assez claire la porte à des applications duales des systèmes GMES et Galileo, même si leurs domaines d'application resteront pour l'essentiel civils;

(ix) Rappelant à ce sujet qu'un des services proposés par Galileo, le service public réglementé (Public Regulated Service (PRS)), sera réservé aux utilisateurs publics et gouvernementaux pour des applications stratégiques qui nécessitent une grande continuité de service en cas de crise et une résistance aux tentatives de brouillage par des tiers;

(x) Considérant que la négociation du contrat Galileo avec le consortium

conjoint regroupant certaines des entreprises les plus importantes du secteur, sur la base du système de partenariat public-privé conçu par la Commission européenne, a échoué en 2007;

(xi) Soulignant qu'un coup d'arrêt a donc été donné au projet Galileo en raison de multiples facteurs qui ont imposé un réexamen des mécanismes de financement de l'ensemble du programme;

(xii) Constatant que la Commission européenne a formulé une proposition de modification des prévisions budgétaires de l'Union pour la période 2007-2013 en vue de garantir la bonne mise en oeuvre du programme;

(xiii) Se félicitant de la décision du Conseil ECOFIN et du Parlement européen de novembre 2007 sur le financement de Galileo, ce qui permet de passer à la phase de développement du programme qui prévoit la mise en service opérationnel d'Egnos (European Geostationary Overlay System) d'ici deux ans, ainsi que la passation de marchés pour le système Galileo qui conduira à la pleine exploitation de ce dernier d'ici 2013;

(xiv) Soulignant que tout en reconnaissant à la Commission la pleine responsabilité de la gestion des programmes, le Conseil de l'UE a souhaité que, dans le cadre d'une gouvernance efficace, le Conseil et le Parlement européen conservent leur pouvoir en matière budgétaire et sur le plan politique et continuent de prendre les décisions concernant ces programmes;

(xv) Constatant que le Conseil est parvenu à un accord concernant les modalités selon lesquelles la Commission devra gérer les passations de marchés en essayant de concilier le principe de la libre concurrence entre les groupes industriels technologiquement les plus avancés et les plus compétitifs avec la nécessité de garantir une répartition géographique équitable des contrats en empêchant qu'un seul pays s'adjuge la grande majorité des commandes;

(xvi) Considérant que la gestion d'un programme spatial est pour la Commission une tâche entièrement nouvelle et que la mise en place des structures administratives nécessaires risque de retarder encore la mise en service de Galileo,

**RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES ETATS MEMBRES DE L'UEO EN TANT QUE MEMBRES DE L'UE A:**

1. Veiller à ce que les programmes Galileo et Egnos rattrapent le retard pris jusqu'ici;

2. S'assurer qu'une éventuelle ouverture du marché des lanceurs ne mette pas en péril la raison d'être du service public réglementé;

3. Veiller à ce que les différents projets GMES ne conduisent pas à des doublons inutiles, notamment pour ceux

qui sont déjà pris en charge par l'ESA dans le cadre des « fast-track services », ce qui aurait l'effet inverse de celui désiré par le GMES, à savoir d'unifier et de rationaliser des activités d'observation de la terre actuellement dispersées parmi les Etats membres de l'UE;

4. Veiller à ce que le Centre satellitaire de l'UE soit plus qu'un organe purement technique et joue à l'avenir pleinement son rôle stratégique et de coordination des activités satellitaires de l'Union, notamment en ce qui concerne le GMES;

5. Veiller à ce que l'enveloppe budgétaire de cet organisme soit réévaluée d'urgence;

6. Garantir enfin que l'Europe de la défense se dote des moyens qui lui permettront de mettre en place la PESD, parmi lesquels figurent l'observation spatiale de la terre et un système autonome de navigation par satellite.

**N. B. Traduzione non ufficiale**Raccomandazione n. 821 <sup>(1)</sup>Sistemi spaziali per la sicurezza europea: GMES e Galileo <sup>(2)</sup>

L'ASSEMBLEA,

(i) Ritenendo che la sicurezza e la difesa non possano concepirsi oggi senza sistemi spaziali adeguati e ad alte prestazioni;

(ii) Constatando che i vari attori europei hanno definito una politica dello spazio per l'Europa che, per la prima volta, assume una dimensione comunitaria;

(iii) Ricordando di nuovo l'importanza del Consiglio europeo di Helsinki per l'evoluzione della politica europea di sicurezza e di difesa;

(iv) Sottolineando che l'Unione europea dispone già di un atout indispensabile per una politica spaziale sovrana ed autonoma perché possiede capacità estremamente affidabili che le garantiscono l'accesso allo spazio;

(v) Rallegrandosi per il fatto che la presa in considerazione degli aspetti di sicurezza e difesa della strategia spaziale europea non trascura gli effetti ambientali,

<sup>(1)</sup> Adottata dall'Assemblea nella terza seduta del 4 giugno 2008

<sup>(2)</sup> Memorandum esplicativo: v. la relazione presentata per conto della Commissione tecnica e aerospaziale dagli onn. Edward ÓHara, presidente e relatore (Regno Unito, Gruppo socialista) e Giannicola Sinisi, relatore (Italia, Gruppo liberale), Documento 2004.

in particolare il cambiamento climatico a livello planetario, l'aumento della pressione ambientale e le catastrofi naturali e di origine umana che sono i tre fili conduttori del programma GMES (*Global Monitoring for Environment and Security*);

(vi) Ritenendo che, nell'ambito delle sue missioni Petersberg e dell'attuazione della PESC, sia vitale per l'UE dotarsi di una capacità di sorveglianza autonoma e precisa delle zone in situazione di crisi e che tali sistemi di sorveglianza permetteranno all'Unione di aumentare l'efficacia dell'aiuto fornito e di adempiere pienamente ai propri impegni nell'ambito delle convenzioni internazionali da essa sottoscritte;

(vii) Ritenendo che il programma Galileo sviluppato dall'Unione europea e dall'Agenzia spaziale sia un'occasione unica per l'Europa per affermare la sua coesione politica e strategica, ma che esso rappresenti un compito difficile sia per la complessità dei suoi aspetti tecnologici che per il carattere fortemente innovativo della scelta che i paesi interessati dovranno operare in taluni settori (giuridico, finanziario, politico, etc.) per la sua realizzazione;

(viii) Sottolineando che la Risoluzione del Consiglio d'Europa del 22 maggio 2007 relativa alla politica spaziale europea pone nuovamente in primo piano gli

aspetti della sicurezza della politica spaziale, in particolare nel suo capitolo dedicato alla sicurezza e alla difesa, e che questa formulazione apre in modo molto chiaro la porta ad applicazioni duali dei sistemi GMES e Galileo, anche se i loro settori di applicazione resteranno fondamentalmente civili;

(ix) Ricordando al riguardo che uno dei servizi proposti da Galileo, il servizio pubblico regolamentato [*Public Regulated Service (PRS)*], sarà riservato agli utenti pubblici e governativi per applicazioni strategiche che necessitino di grande continuità di servizio in caso di crisi e di resistenza ai tentativi di disturbo da parte di terzi;

(x) Considerando che la trattativa del contratto Galileo con il consorzio congiunto che raggruppa alcune delle imprese più importanti del settore, in base al partenariato pubblico-privato concepito dalla Commissione europea, è fallito nel 2007;

(xi) Sottolineando che è stata dunque inferta una battuta d'arresto al progetto Galileo per via di molteplici fattori che hanno imposto un riesame dei meccanismi di finanziamento del programma nel suo complesso;

(xii) Constatando che la Commissione europea ha formulato una proposta di modifica delle previsioni di bilancio dell'Unione per il periodo 2007-2013 al fine di garantire una buona attuazione del programma;

(xiii) Rallegrandosi per la decisione del Consiglio ECOFIN e del Parlamento europeo del novembre 2007 sul finanziamento di Galileo, il che permette di passare alla fase di sviluppo del programma che prevede la messa in servizio operativa di Egnos (*European Geostationary Overlay System*) entro due anni, nonché la stipula di contratti per il sistema Galileo che porterà al pieno sfruttamento dello stesso entro il 2013;

(xiv) Sottolineando che pur riconoscendo alla Commissione la piena responsabilità della gestione dei programmi, il Consiglio dell'UE ha auspicato che, nell'ambito di una governance efficace, il Consiglio e il Parlamento europeo conservano il loro potere in materia di bilancio e sotto il profilo politico, e continuano a prendere le decisioni inerenti a detti programmi;

(xv) Constatando che il Consiglio è giunto ad un accordo inerente alle modalità secondo le quali la Commissione dovrà gestire le stipule di contratti, cercando di conciliare il principio della libera concorrenza fra i gruppi industriali tecnologicamente più avanzati e più competitivi con la necessità di garantire un'equa ripartizione geografica dei contratti, impedendo che un solo paese si aggiudichi la gran parte delle commesse;

(xvi) Considerando che la gestione di un programma spaziale è per la Commissione un compito del tutto nuovo e che la creazione delle necessarie strutture amministrative rischia di ritardare ulteriormente la messa in servizio di Galileo,

**RACCOMANDA AL CONSIGLIO D'INVITARE GLI STATI MEMBRI DELL'UEO IN QUANTO MEMBRI DELL'UE A:**

1. Vigilare affinché i programmi Galileo e Egnos recuperino il ritardo finora accumulato;

2. Si accertino che un'eventuale apertura del mercato dei vettori non metta in pericolo la ragion d'essere del servizio pubblico regolamentato;

3. Vigilare affinché i diversi progetti GMES non portino ad inutili duplicazioni, con particolare riguardo a quelli che sono già presi in carico dall'ESA nell'ambito dei « fast-track services », il che avrebbe l'effetto inverso a quello auspicato dal GMES, cioè di unificare e razionalizzare attività

di osservazione della terra attualmente disperse fra gli Stati membri dell'UE;

4. Vigilare affinché il Centro satellitare dell'UE sia più di un organo puramente tecnico e svolga appieno in futuro il suo ruolo strategico e di coordinamento delle attività satellitari dell'Unione, con particolare riguardo al GMES;

5. Vigilare affinché il bilancio di tale ente sia rivalutato con urgenza;

6. Garantire infine che l'Europa della difesa si doti dei mezzi che le consentiranno di dare attuazione alla PESD, fra i quali l'osservazione spaziale della terra ed un sistema autonomo di navigazione via satellite.